

Impact de l'activité économique en liaison avec les mesures prises par les autorités pour limiter la propagation du COVID-19 en Union des Comores

INSEED-COMORES, Mars 2020.

I. Contexte et justification

Jusqu'en décembre 2019, les prévisions de croissance pour l'année 2020 tournaient autour de 4,5% contre 2% en 2019. En effet, ces estimations supposaient qu'après le passage du cyclone Kenneth en avril 2019 qui a touché le secteur agricole et mis en difficulté certains activités non agricoles par la destruction d'infrastructures de certains unités productrices, l'activité allait reprendre pour l'année 2020 sur la base des mesures de soutien annoncées par les autorités et appuyées par les partenaires.

Cette reprise est remise en question depuis le début de l'année 2020 où la situation économique mondiale est marquée par l'apparition du COVID-19 d'abord en Chine, principale moteur de la croissance économique mondiale, puis en Europe et aux Etats-Unis, ainsi qu'en Afrique. Ce contexte a entraîné des incertitudes sur le niveau de l'activité économique mondiale en général et pour chaque pays en particulier.

Selon les tendances du premier trimestre sur la crise sanitaire mondiale, les prévisions macroéconomiques indiquent des situations de récession au niveau mondiale, régionale et dans la plupart des pays. C'est aussi le cas des pays de l'Afrique subsaharienne qui selon la commission économique pour l'Afrique devraient enregistrer une récession de la croissance économique en 2020. Cette situation s'expliquerait par la dépendance vis-à-vis de l'extérieur en termes d'investissement et d'échanges commerciaux de biens et services qui sont largement affectés par la généralisation de la crise sanitaire au niveau mondial mais surtout aux pays émergents et développés.

L'économie comorienne dépend largement de l'extérieur, en effet en 2018 les importations de biens et services représentaient 30% du PIB nominal et les exportations 13% (Comptes nationaux provisoires de 2018, INSEED). La Chine et la France durement touchées par la pandémie, constituent les principaux partenaires commerciaux du pays, ce qui pourrait en grande partie affecter l'activité économique en liaison avec les difficultés macroéconomiques que pourraient enregistrer ces pays. Pour limiter une éventuelle propagation du COVID-19, les autorités du pays ont instauré une multitude de mesures d'urgences et d'accompagnements qui ne seront sans conséquence sur l'activité économique. Ces mesures concernent et touchent directement les activités relatives aux transports, au tourisme, aux établissements financiers, aux établissements d'enseignement, aux activités à caractère collectifs et surtout aux opérations budgétaires de l'Etat. De façon indirecte, tous les secteurs de l'économie pourraient être touchés par les effets de ces mesures aussi bien sur l'offre que sur la demande de biens et services. C'est dans ce contexte particulier qu'il convient d'évaluer l'impact économique liés à ces mesures et à ses effets.

Pour ce faire, il a été procédé à des révisions de prévisions macroéconomiques pour permettre à l'évaluation de l'impact chiffrée de l'économie dans un contexte de COVID-19 et des mesures instaurées. Les estimations faites pour cette étude tiennent comptes de ces mesures instaurées et des principales hypothèses formulées dans l'*encadré* suivant.

Encadré : Synthèse des principales hypothèses formulées

Hypothèse 1 : Les tensions actuelles liée à la crise sanitaire pourront se poursuivre jusqu'au dernière trimestre ou durant toute l'année 2020 ;

Hypothèse 2 : Les revenus des ménages et des entreprises liées à leurs activités et aux transferts en provenance du reste du monde baisseront ;

Hypothèse 3 : Les dépenses courantes de l'Etat augmenteront ;

Hypothèse 4 : La demande extérieur des biens et services devrait baisser ;

Hypothèse 5 : Les investissements publics sur financement externe acquis pour l'année 2020 se poursuivront

II. Situation de l'activité économique en 2020 en liaison avec la gestion de la crise sanitaire du COVID-19

1. Une croissance économique en forte décélération

La croissance économique du PIB en 2020 pourrait enregistrer sa forte baisse depuis 2007 pour s'établir à 0,3%. Cette situation est en liaison avec le recul de l'activité économique mondiale qui pourrait enregistrer une récession à l'issue de la crise sanitaire mondiale et surtout aux mesures prises par le gouvernement pour limiter la propagation du virus dans le pays. Du côté de l'offre, les branches du secteur secondaire seraient les plus touchées enregistrant un taux de croissance de -0,6% en 2020 après 2,8% en 2019. Le secteur tertiaire enregistrerait 1,5% en 2020 après 3,2% en 2019.

Du côté de la demande, le niveau de la consommation finale privée resterait identique à celle de l'année précédente avec un taux de croissance nul après 0,6% en 2019. Les dépenses publiques et l'investissement pourraient être maintenus légèrement à la hausse et contribueraient à eux deux à la croissance du côté de la demande. Les exportations et les importations en volume pourraient enregistrer pour la première fois depuis 2007 des fortes baisses pour s'établir à -20% pour les exportations et -8,3% pour les importations.

2. Impact du COVID-19 en liaison avec les mesures prises sur les secteurs d'activité de l'économie

En décembre 2019, avant l'apparition et généralisation du COVID-19 dans les régions du monde, les prévisions de croissance faisaient état d'un taux de croissance de 4,5% et un déflateur du PIB de 1,2%. Les secteurs tertiaire et primaire constituaient les principaux contributeurs de cette croissance du côté de l'offre et à eux seuls

regroupaient 3,8 points de pourcentage à la croissance. Du côté de la demande, cette croissance devrait être portée par l'investissement avec une contribution de 2,4 points de pourcentage et la consommation finale avec une contribution de 2,7 points de pourcentage à la croissance.

Les chocs économiques extérieurs et les mesures prises devraient avoir des incidences importantes sur l'activité économique du côté de l'offre comme de la demande comme le montre le tableau suivant.

Tableau 1 : Evolution des contributions à la croissance de 2018 à 2020 (en %).

	2018 (estimation provisoires)	2019 (prévision)	2020 (prévision avant covid-19)	2020 (prévision avril 2020)
Secteur primaire	0,9	0,0	1,6	0,4
Secteur secondaire	0,2	0,2	0,3	-0,1
Secteur tertiaire	1,8	1,7	2,2	0,8
Impôt net	0,6	0,0	0,4	-0,8
PIB	3,4	2,0	4,5	0,3
Consommation finale	1,7	0,9	2,7	0,2
Investissement	2,4	1,6	2,4	0,2
Importations	2,2	0,1	1,1	-2,6
Exportations	-3,1	-0,4	-1,3	2,4

Source : INSEED, Comptes nationaux

3. Ralentissement de l'activité du côté de l'offre

Tenant compte des mesures prises par les autorités mais aussi par le contexte économique mondial, la majeure partie des secteurs d'activités de l'économie comorienne devra connaître un fort ralentissement et perdre globalement jusqu'à 3,05 points de pourcentage par rapport aux prévisions de 2020 avant le COVID-19.

Du côté du secteur primaire, l'activité ne devrait pas être touchée de manière directe ou indirecte par les mesures prises, seule l'agriculture vivrière continuerait à enregistrer pour la deuxième année successive une légère baisse (-0,1%) par rapport à 2019 (-6,7%) suite aux effets de l'impact du cyclone Kenneth survenu en cette année. L'activité de la pêche pourrait être indirectement touché en liaison avec une possible baisse de la demande de ces produits sur le secteur de la restauration en

ralentissement à l'issu des mesures prises. Toutefois, le secteur pourrait enregistrer une légère hausse de croissance (2,5%) en liaison avec la hausse de la main d'œuvre reconverti après la suspension des transports maritimes informels des personnes en forte augmentation ces dernières années.

Au niveau du secteur secondaire, la croissance devrait chuter pour s'établir à -0,6% en liaison avec le recul de l'activité de fabrication (-1,5%) tiré par la *fabrication des articles d'habillements* qui se trouve affecter par les mesures relatives à la suspension des activités collectives pour prévenir la propagation du COVID-19, mais aussi marqué par le recul de la fabrication des biens alimentaires qui pourraient enregistrer une hausse modéré de sa croissance (0,5%) après 1,2% en 2019. De même, *l'activité extractive* devrait aussi enregistrer une baisse de la croissance (-2,5%) en liaison du recul des *activités de constructions* des ménages et des entreprises dépendant des envois de fonds venant de l'extérieur où l'activité se trouve en difficulté à l'issue des mesures adoptées par les pays.

Le secteur tertiaire serait le plus touché de manière directe ou indirecte par les mesures instaurées. En effet, la mesure visant à fermer les frontières pour prévenir la propagation de la pandémie, impacte directement le secteur de *l'hébergement et de la restauration* totalement dépendant des touristes et qui enregistrerait par conséquent sa première forte baisse de croissance (-4,5%) depuis 2007.

Le secteur du transport serait aussi largement touché à l'issue des mesures affectant directement le transport maritime et aérien de personnes et indirectement les transports terrestres. Ainsi, ce secteur enregistrerait pour la deuxième fois après 2009 (-2,3%), une baisse de sa croissance pour s'établir à (-2,5%).

A l'issue des mesures prises pour alléger les charges et au rééchelonnement des prêts bancaires et surtout à la possible contraction des contrats d'assurances auto en

relation avec le niveau d'importation de véhicules, *l'activité financière et assurance* devra ralentir et enregistrer une croissance de -1,8% en 2020 après 0,1% en 2019.

L'activité commerciale devrait pour la première fois depuis 2009 (-6,0%) enregistrer sa forte baisse de croissance pour s'établir à 0,5%. En effet, à part les mesures relatives à la réglementation des horaires de travail dans les grandes places de marchés du pays, la suspension généralisée des transports aériens au niveau international limitant le volume des importations des biens, concourent à limiter le volume des ventes et par conséquent des marges commerciales.

Par ailleurs, les secteurs de l'administration publique, les activités de l'information et communication devraient connaître une hausse de leurs activités avec une croissance de 2,2% pour l'administration publique et 4,5% pour l'information et communication. Cela pourrait s'expliquer par le fait que pour gérer la crise sanitaire, l'Etat pourrait augmenter ses dépenses courantes surtout en termes de biens et services ou de transfert ; aussi la consommation des services d'information et communication devrait connaître une hausse en liaison avec le recul de la mobilité des personnes en cette période de COVID-19.

4. Contraction de la croissance du point de vue de la demande

Du côté de la demande, la consommation finale publique et la formation brute de capitale fixe en liaison avec la hausse des projets de constructions publiques seraient les seuls à porter la légère croissance prévue. La consommation finale privée toujours à la hausse depuis 2007, pourrait conserver le même niveau de croissance qu'en 2019 (0,6%) pour s'établir à 0,0% en 2020. Cela pourrait s'expliquer surtout par une possible contraction du revenu des ménages liée à la baisse des envois de fonds et au recul des activités productives. Aussi, cela pourrait s'expliquer par la baisse des revenus des ménages en liaison avec les produits des rentes qui pourraient connaître

une baisse de prix à l'exportation (-5,5%) suite aux difficultés que devraient connaître la demande extérieure en liaison avec les effets de la crise sanitaire mondiale.

La hausse modérée de l'investissement pourrait s'expliquer d'une part par un possible maintien des nouveaux investissements publics et d'autre part par un recul de l'investissement privé en liaison avec un possible recul de l'activité des entreprises et des envois de fonds de la diaspora.

Les exportations en biens et services pourraient connaître une forte baisse en volume de 20% en liaison avec la contraction de la demande mondiale et la restriction des mesures liées à fermeture des frontières. De même, les importations en biens et services pourraient connaître une forte baisse de -8,3% pour la première fois depuis 2007, ceci en lien aussi avec les mesures de fermeture des frontières aussi bien pour le pays que pour ses partenaires commerciaux.

Tableau 2 : Récapitulatif des impacts prévus sur l'activité économique en 2020 dans un contexte de Covid-19

	Mesures	Impacts directs/indirects	Impacts chiffrés
Secteur primaire <i>Pêche</i> <i>Agriculture</i>	Suspension du transport maritime inter île dans le secteur informel et formel de personnes et des biens ;	Reconversion des transporteurs informels en personnes par voie maritime en pêcheurs, par conséquent possible hausse du volume de la production de la pêche et des produits agricoles bloqués ; certaines régions vont enregistrer une surproduction et d'autre de manque des produits alimentaires.	Hausse modérée de la croissance de la valeur ajoutée à 2,5% après 10,8% en 2019
Secteur secondaire <i>Activités de fabrication de biens (alimentaires et articles d'habillement, etc.) ;</i> <i>Activités extractives</i>	Suspension des événements collectifs (mariages, prières, etc.) Baisse de commande de sable	Possible baisse de la demande en confection d'habits par conséquent, baisse de l'offre de la production Arrêt des chantiers de construction jusqu'à nouvel ordre	Baisse de la croissance de la valeur ajoutée à -1,5% après 3,5% en 2019
Secteur tertiaire <i>Transport/Hébergement et restauration</i>	Suspension de transports maritimes formels et informels de personnes ; Suspension des arrivées des vols internationaux	Baisse de la production de services de transports ; Baisse des arrivées des touristes par conséquent baisse de la	Baisse des croissances des valeurs ajoutées à -2,5% pour le transport et -4,5% pour

<i>Activités financières et assurances</i>	Annulation des agios et rééchelonnement des remboursements de crédits !	production des services d'hôtellerie et restauration ; Baisse de la production des activités financières : pas de prêts mais aussi pas de paiement des échéances ! Par ailleurs on note moins de transfert d'argent surtout venus de la diaspora.	l'hébergement et restauration. Baisse de la valeur ajoutée en volume des activités financières à - 1,8%
<i>Commerce</i>	Réduction des horaires de travail, fermeture des places de marchés (6h à 16h) et le weekend, vols d'avion annulés, transports maritimes des marchandises perturbés	Forte baisse du volume de ventes et par conséquent une baisse des chiffres d'affaires commerciales, marchandises bloqués dans les ports d'embarcation (chine, Dubai, etc..) – Période du ramadan ! Par ailleurs pas d'exportations des produits de rente, alors moins d'entrée de devises	Baisse de la croissance de la valeur ajoutée en volume à 0,5% après 3,9% en 2019
<i>Impôts nets et taxes</i>	Réduction des taxes à l'importation des denrées alimentaires, produits médicaux et d'hygiène	Baisse des impôts nets et taxes voir des recettes de l'Etat diminuées	Baisse de la croissance des impôts nets à - 17,2%
PIB au prix du marché		Forte baisse de la croissance du PIB	Baisse de la croissance du PIB à 0,3% après 2,0% en 2019
<i>Consommation finale</i>		Baisse modérée de la consommation finale en liaison avec une possible baisse des revenus des ménages et hausse des dépenses courants des administrations publiques	Une croissance nulle en volume de la consommation finale privée ; Hausse de la consommation finale publique à 2,0%
<i>Formation brute de capitale fixe</i>		Hausse modérée des investissements en liaison avec un possible hausse des investissements publics et baisse des investissements privés en liaison avec le recul des activités des entreprises et la possible baisse des revenus des ménages	Légère hausse du volume des investissements à 1,3% après 10,5% en 2019
<i>Exportations de biens et services</i>	Fermeture temporaire des frontières maritimes et aériennes pour les voyageurs	Baisse des exportations de services	Baisse des exportations de biens et services en volume à -20,0% après 0,5% en 2019
<i>Importations de biens et services</i>	Fermeture temporaire	Baisse des importations de biens	Baisse des importations

<i>services</i>	des frontières maritimes et aériennes pour les voyageurs	et services	de biens et services en volume à -8,3% après 1,4% en 2019
-----------------	--	-------------	---

III. Annexes

Tableau 3 : PIB courant

<i>en millions de francs comoriens</i>	<i>Mesurés, validés</i>										<i>mesurés (prov.)</i>	<i>Estimés ...</i>		
	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019 (prev.)</i>	<i>2020 (prev.)</i>
SECTEUR PRIMAIRE	82 708	89 249	95 905	102 486	110 519	117 368	127 309	127 763	131 068	141 208	149 675	160 261	169 440	177 930
Agriculture	55 226	60 094	62 676	65 359	69 492	73 998	80 916	81 755	82 384	85 039	87 528	90 206	90 054	94 930
Elevage, sylviculture	9 738	10 386	11 036	12 504	12 688	13 215	13 384	13 576	13 580	14 702	15 755	16 916	17 565	18 238
Pêche	17 744	18 769	22 193	24 623	28 339	30 155	33 009	32 431	35 104	41 467	46 392	53 139	61 822	64 762
SECTEUR SECONDAIRE	35 447	37 170	38 554	39 677	42 297	43 654	48 163	49 429	44 584	44 361	42 874	43 502	45 362	45 303
Activités extractives	4 110	5 299	4 315	3 915	4 545	4 428	4 583	4 721	4 445	4 840	4 283	4 211	4 476	4 429
Industries alimentaires	11 915	11 645	13 093	13 687	15 260	16 052	17 279	18 654	16 194	17 553	17 345	17 857	18 360	18 747
Autres industries	10 364	10 429	10 331	10 389	11 394	11 167	13 551	14 112	14 872	14 881	15 206	15 672	16 383	16 056
Energie	2 327	2 272	2 986	4 385	3 844	3 916	3 762	3 489	1 136	1 258	1 547	2 084	2 265	2 265
Construction	6 731	7 525	7 829	7 301	7 253	8 090	8 988	8 454	7 937	5 829	4 493	3 678	3 879	3 805
SECTEUR TERTIAIRE	155 092	170 861	170 907	179 222	193 823	210 213	219 376	228 949	235 160	243 868	254 313	262 829	273 175	277 560
Commerce	50 639	59 606	55 794	59 842	64 784	70 633	74 413	75 323	77 109	80 549	86 081	91 115	94 763	95 237
Transports, yc. poste, courrier	5 624	6 084	6 505	7 936	9 735	10 451	11 439	11 372	10 896	10 542	11 334	11 628	12 038	11 972
Hôtellerie, restauration	5 910	7 063	6 642	7 208	7 479	8 911	9 335	10 169	9 601	8 991	9 439	8 246	8 537	7 990
Information et communication	12 893	12 289	9 964	12 669	16 560	19 832	21 793	23 497	23 460	23 734	21 856	21 326	22 293	23 296
Activités financières et assurances	4 196	6 358	6 144	6 193	6 568	8 263	8 536	9 398	11 620	12 945	13 575	12 987	13 000	12 677
Autres services privés (y.c. loyers, serv. domestiques)	45 811	49 026	52 291	54 716	57 282	61 073	62 981	63 527	65 689	68 662	72 472	77 532	81 283	83 803
Administrations publiques	31 589	32 961	36 048	33 406	34 273	34 986	34 947	37 921	39 084	40 560	42 257	42 641	43 906	45 231
SIFIM	-1 570	-2 526	-2 481	-2 748	-2 857	-3 937	-4 068	-2 257	-2 299	-2 115	-2 701	-2 646	-2 646	-2 646
Valeur ajoutée	273 247	297 280	305 366	321 384	346 639	371 236	394 848	406 141	410 812	429 437	446 862	466 592	487 978	500 793
Impôts nets de subventions sur produits	12 380	9 008	13 966	15 563	14 957	17 748	18 629	19 572	17 534	20 722	22 355	24 366	24 366	21 929
PIB (Production)	285 627	306 288	319 332	336 947	361 596	388 984	413 477	425 713	428 346	450 159	469 217	490 958	512 344	522 722

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
CONSOMMATION FINALE	280 823	307 902	323 427	344 014	376 301	415 307	433 284	445 636	445 028	464 683	482 957	498 933	515 420	520 233
Ménages et ISBLM	250 192	274 412	286 778	306 482	337 755	376 239	394 720	401 893	399 658	416 899	432 170	448 272	462 842	467 023
Administrations publiques	30 631	33 490	36 649	37 532	38 546	39 068	38 564	43 743	45 370	47 784	50 787	50 661	52 579	53 210
Formation brute du capital fixe	45 731	57 259	53 150	60 187	60 485	64 945	67 051	64 868	57 811	56 160	62 515	72 979	81 237	82 862
Variation des stocks	2 504	1 698	4 300	1 053	-2 552	-2 118	578	-147	607	383	517	538		
Exportations B&S	25 636	25 181	29 736	32 478	36 002	34 798	37 413	41 194	43 418	48 045	55 843	65 042	65 629	49 589
Importations B&S	-69 067	-85 752	-91 281	-100 785	-108 640	-123 948	-124 849	-125 838	-118 518	-119 112	-132 615	-146 534	-149 943	-129 961
PIB (Emploi)	285 627	306 288	319 332	336 947	361 596	388 984	413 477	425 713	428 346	450 159	469 217	490 958	512 344	522 722

Source : INSEED, Comptes nationaux

Tableau 4 : Taux de croissance du PIB`

	Mesurés, validés											mesurés (prov.)	Estimés ...	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (prev.)	2020
secteur primaire		2,2%	5,0%	2,7%	2,1%	-1,5%	5,3%	-1,1%	-0,5%	1,9%	3,8%	2,7%	0,1%	1,1%
Agriculture		1,0%	1,9%	-0,4%	-0,7%	-0,7%	1,5%	2,0%	-1,3%	1,3%	0,0%	-3,8%	-6,7%	-0,1%
Elevage, sylviculture		5,0%	4,3%	3,6%	2,3%	1,1%	4,2%	0,6%	0,6%	2,9%	7,4%	2,3%	2,3%	2,3%
Pêche		4,4%	15,0%	10,9%	9,2%	-4,6%	15,1%	-9,4%	1,1%	2,9%	10,4%	15,1%	10,8%	2,5%
secteur secondaire		5,9%	-1,9%	14,0%	3,1%	1,5%	5,5%	-2,8%	-0,2%	4,7%	-2,7%	1,7%	2,8%	-0,6%
Activités extractives		11,5%	-30,1%	8,0%	8,0%	-5,0%	-15,7%	2,7%	0,5%	7,1%	-10,0%	-6,4%	2,2%	-2,5%
Industries alimentaires		4,4%	-0,9%	14,8%	1,9%	-1,1%	10,7%	0,0%	-1,2%	11,0%	0,8%	1,3%	1,2%	0,5%
Autres industries		3,9%	6,1%	11,0%	10,9%	3,0%	6,7%	-10,6%	8,1%	-2,2%	-1,8%	4,9%	3,5%	-1,5%
Energie		0,2%	-3,3%	46,3%	-12,3%	1,9%	-3,9%	-7,3%	-33,4%	14,7%	34,3%	25,4%	3,5%	0,0%
Construction		10,2%	6,1%	7,5%	1,0%	8,5%	10,0%	2,5%	1,3%	1,9%	-16,9%	-8,1%	7,5%	0,0%
secteur tertiaire		5,4%	0,0%	0,9%	6,4%	5,5%	3,9%	4,9%	3,4%	4,0%	4,5%	3,3%	3,2%	1,5%
Commerce		10,3%	-6,0%	1,2%	4,2%	6,2%	4,3%	1,4%	0,6%	3,1%	7,1%	4,7%	3,9%	0,5%
Transports, poste, courrier		3,6%	-2,3%	13,3%	25,7%	2,4%	10,8%	0,6%	0,3%	13,2%	8,8%	3,0%	1,5%	-2,5%
Hôtellerie, restauration		6,2%	5,9%	8,5%	3,3%	10,1%	4,9%	8,5%	4,6%	-1,6%	-0,7%	4,5%	1,5%	-4,5%
Information et communication		-4,3%	-15,0%	18,9%	31,2%	17,0%	9,9%	7,6%	2,7%	4,1%	2,0%	5,1%	3,5%	4,5%
Activités financières et assurances		36,6%	-1,7%	-0,9%	6,7%	24,1%	1,4%	8,1%	29,1%	9,6%	6,3%	-3,7%	0,1%	-1,8%
Autres services privés (y.c. immobilier)		2,7%	3,3%	2,4%	2,7%	3,0%	3,2%	2,7%	3,0%	3,6%	4,2%	3,8%	3,8%	3%
Administrations publiques		3,6%	10,9%	-9,6%	2,9%	1,9%	-1,4%	8,4%	4,7%	3,0%	2,1%	0,7%	2,2%	2,2%
SIFIM		54,5%	0,0%	8,9%	4,7%	35,9%	1,1%	-44,8%	7,0%	-8,6%	27,7%	-2,0%	0,0%	0,0%
Valeur ajoutée		4,5%	1,2%	3,1%	4,6%	2,8%	4,5%	2,0%	1,8%	3,4%	3,5%	3,0%	2,1%	1,2%
Impôts nets de subvention sur produits		-7,4%	69,6%	18,7%	-5,6%	11,6%	3,3%	4,5%	-11,4%	1,3%	9,7%	12,5%	0,0%	-17,2%
PIB (Production)		4,0%	3,2%	3,8%	4,1%	3,2%	4,5%	2,1%	1,1%	3,3%	3,8%	3,4%	2,0%	0,3%

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
CONSOMMATION FINALE		5,1%	5,2%	1,8%	4,5%	4,0%	2,9%	2,2%	0,8%	3,4%	4,4%	1,7%	0,9%	0,2%
Ménages et ISBLM		4,6%	4,3%	1,9%	4,6%	4,3%	3,4%	1,5%	0,7%	3,2%	4,2%	1,8%	0,6%	0,0%
Administrations publiques		9,3%	12,0%	0,6%	3,0%	1,3%	-1,6%	9,5%	1,2%	4,9%	5,9%	0,0%	3,0%	2,0%
Formation brute du capital fixe		14,1%	-3,8%	4,5%	9,9%	21,6%	4,1%	0,3%	3,2%	2,6%	6,9%	19,0%	10,5%	1,3%
Variation des stocks		-20,6%	207,7%	-75,2%	-255,9%	-44,9%	-124,1%	533,0%	791,9%	-	35,0%	2,1%		
Exportations B&S		-1,0%	18,9%	14,7%	4,0%	-1,6%	10,8%	7,0%	4,5%	8,7%	11,8%	19,2%	0,5%	-20,0%
Importations B&S		12,5%	14,1%	-3,0%	5,9%	15,7%	3,1%	5,4%	1,0%	5,1%	10,8%	10,9%	1,4%	-8,3%
PIB (Emploi)		4,0%	3,2%	3,8%	4,1%	3,2%	4,5%	2,1%	1,1%	3,3%	3,8%	3,4%	2,0%	0,3%

Source : INSEED, Comptes nationaux

Tableau 5 : Déflateurs du PIB

	Mesurés, validés											mesurés (prov.)	Estimés ...	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (prev.)	2020 (prev.)
secteur primaire		5,6%	2,4%	4,0%	5,7%	7,8%	3,0%	1,5%	3,1%	5,7%	2,1%	4,2%	5,7%	3,9%
Agriculture		7,7%	2,3%	4,7%	7,0%	7,2%	7,7%	-0,9%	2,1%	1,9%	3,0%	7,1%	7,0%	5,5%
Elevage, sylviculture		1,5%	1,9%	9,4%	-0,8%	3,0%	-2,8%	0,9%	-0,6%	5,2%	-0,2%	4,9%	1,5%	1,5%
Pêche		1,4%	2,8%	0,0%	5,4%	11,5%	-4,9%	8,5%	7,1%	14,8%	1,4%	-0,5%	5,0%	2,2%
secteur secondaire		-1,0%	5,7%	-9,7%	3,4%	1,7%	4,5%	5,6%	-9,6%	-5,0%	0,7%	-0,2%	1,5%	0,5%
Activités extractives		15,6%	16,4%	-16,0%	7,5%	2,5%	22,8%	0,3%	-6,3%	1,7%	-1,7%	5,0%	4,0%	1,5%
Industries alimentaires		-6,4%	13,5%	-8,9%	9,4%	6,3%	-2,7%	7,9%	-12,1%	-2,4%	-1,9%	1,6%	1,6%	1,6%
Autres industries		-3,1%	-6,6%	-9,4%	-1,1%	-4,8%	13,8%	16,5%	-2,5%	2,3%	4,1%	-1,8%	1,0%	-0,5%
Energie		-2,6%	36,0%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-51,1%	-3,5%	-8,4%	7,4%	5,0%	0,0%
Construction		1,4%	-1,9%	-13,3%	-1,6%	2,8%	1,0%	-8,2%	-7,3%	-28,0%	-7,3%	-10,9%	-1,9%	-1,9%
secteur tertiaire		4,6%	0,1%	4,0%	1,6%	2,8%	0,5%	-0,5%	-0,7%	-0,3%	0,2%	0,0%	0,7%	0,1%
Commerce		6,7%	-0,4%	6,0%	3,9%	2,7%	1,0%	-0,2%	1,8%	1,4%	-0,2%	1,1%	0,1%	0,0%
Transports, poste, courrier		4,4%	9,4%	7,6%	-2,4%	4,8%	-1,2%	-1,2%	-4,5%	-14,5%	-1,1%	-0,4%	2,0%	2,0%
Hôtellerie, restauration		12,5%	-11,2%	0,1%	0,4%	8,2%	-0,1%	0,4%	-9,8%	-4,8%	5,7%	-16,4%	2,0%	-2,0%
Information et communication		-0,4%	-4,7%	6,9%	-0,3%	2,3%	0,0%	0,2%	-2,8%	-2,8%	-9,7%	-7,1%	1,0%	0,0%
Activités financières et assurances		10,9%	-1,7%	1,7%	-0,6%	1,4%	1,9%	1,9%	-4,2%	1,6%	-1,4%	-0,6%	0,0%	-0,7%
Autres services privés (y.c. immobilier)		4,2%	3,3%	2,2%	1,9%	3,5%	0,0%	-1,8%	0,4%	0,9%	1,3%	3,1%	1,0%	0,0%
Administrations publiques		0,7%	-1,4%	2,5%	-0,3%	0,2%	1,3%	0,1%	-1,5%	0,8%	2,0%	0,2%	0,8%	0,8%
SIFIM		4,1%	-1,8%	1,7%	-0,7%	1,4%	2,2%	0,5%	-4,8%	0,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Valeur ajoutée		4,1%	1,5%	2,1%	3,1%	4,2%	1,8%	0,9%	-0,6%	1,1%	0,5%	1,4%	2,4%	1,5%
Impôts nets de subvention sur produits		-21,4%	-8,6%	-6,1%	1,8%	6,3%	1,6%	0,5%	1,1%	16,7%	-1,6%	-3,1%	0,05%	3,0%
PIB (Production)		3,1%	1,0%	1,7%	3,0%	4,3%	1,8%	0,8%	-0,5%	1,7%	0,4%	1,2%	2,3%	1,7%

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
CONSOMMATION FINALE		4,3%	-0,1%	4,5%	4,7%	6,2%	1,4%	0,6%	-0,9%	1,0%	0,4%	1,6%	2,4%	0,7%
Ménages et ISBLM		4,9%	0,2%	4,8%	5,3%	6,8%	1,5%	0,3%	-1,3%	1,1%	-0,5%	1,8%	2,0%	0,8%
Administrations publiques		0,0%	-2,3%	1,8%	-0,3%	0,1%	0,4%	3,6%	2,5%	0,4%	0,3%	-0,2%	0,8%	0,8%
Formation brute du capital fixe		9,7%	-3,5%	8,4%	-8,5%	-11,7%	-0,8%	-3,6%	-13,7%	-5,3%	4,1%	-1,9%	0,7%	0,7%
Variation des stocks		-14,5%	-17,7%	-1,1%	55,4%	50,6%	13,3%	-104,0%	-146,3%	15,6%	0,0%	1,9%		
Exportations B&S		-0,7%	-0,6%	-4,8%	6,5%	-1,8%	-3,0%	2,9%	0,8%	1,8%	4,0%	-2,3%	0,4%	-5,5%
Importations B&S		10,4%	-6,7%	13,8%	1,8%	-1,4%	-2,3%	-4,4%	-6,8%	-4,3%	0,5%	-0,4%	0,9%	-5,5%
PIB (Emplois)		3,1%	1,0%	1,7%	3,0%	4,3%	1,8%	0,8%	-0,5%	1,7%	0,4%	1,2%	2,3%	1,7%

Source : INSEED, Comptes nationaux